

DOCUMENT 4

Viviane Reding

Ancienne Vice-présidente de la Commission européenne
Membre du Parlement européen

*Monsieur le Président de la
Commission européenne
Jean-Claude Juncker
Berlaymont 13/57
(par courriel)*

Bruxelles, le 17 novembre 2014

Monsieur le Président,

Conformément au Code de Conduite des Commissaires, je sollicite par la présente l'autorisation de siéger au Conseil d'administration de l'entreprise Agfa-Gevaert.

Vous trouverez en pièce-jointe un descriptif des activités de l'entreprise.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Pièce-jointe : descriptif des activités de l'entreprise Agfa-Gevaert

ABOUT AGFA- GEVAERT

The Agfa-Gevaert Group develops, manufactures and distributes an extensive range of analogue and digital imaging systems and IT solutions, mainly for the printing industry and the healthcare sector, as well as for specific industrial applications.

Agfa is following a strategy focussed on innovation, growth and sustainability. Since the beginning of this century, important industry segments in which the company is operating have been undergoing a radical technology shift from analog (film-based) to digital. This fundamental transformation process has important implications for the organization, the business model, the innovation policy and the human resources of the company.

Due to the global economic crisis, the importance of the emerging countries for the growth strategy of Agfa's digital solutions has further increased. Again, this urges Agfa to adapt its human resources, product portfolio and cost structure to these demanding markets. Despite the adverse economic conditions, Agfa-Gevaert has drawn up a targeted growth strategy which is to be realized through organic growth, and – wherever possible – through targeted and well-considered acquisitions. In the knowledge that its traditional markets are declining, Agfa strives to use its experience and expertise that it has been building over the years, to enter into and grow further in new business domains. In this context, the company invests strongly in the industrial inkjet and healthcare IT growth engines.

Agfa's headquarters and parent company are located in Mortsel, Belgium.

The Group's operational activities are divided in three independent business groups:

Agfa Graphics, Agfa HealthCare and Agfa Specialty Products. All business groups have strong market positions, well-defined strategies and full responsibilities, authority and accountability.

Agfa-Gevaert has production and R&D centers around the world, with the largest located in Belgium, the United States, Canada, Germany, France, Italy and China.

Agfa is commercially active worldwide through wholly owned sales organizations in more than 40 countries. In countries where Agfa does not have its own sales organization, the market is served by a network of agents and representatives.

Worldwide the company has about 11,500 FTE's.

In 2013, the Agfa-Gevaert Group achieved a turnover of 2,865 million Euro.

The company is listed on NYSE Euronext Brussels under the symbol AGFB.

For further information, please visit the corporate website: www.agfa.com

DOCUMENT 5

recu SAB3 en main 3/10/14

FERDINANDO NELLI FEROCI
Membre de la Commission européenne

30.09.2014

Ares 3221004

Monsieur le Président, *Lionel*

→ DCB

Ayant à l'esprit le Code de Conduite des Commissaires ainsi que l'article 245 du Traité (TFUE) qui régissent les activités post-mandat des Commissaires, je tiens à vous informer que j'envisage de renouer avec deux activités auxquelles j'avais mis un terme pendant mon court mandat de Commissaire.

Je suis évidemment parfaitement conscient de mes obligations en matière de la protection de la collégialité et de la protection des informations confidentielles auxquelles j'aurais pu avoir accès pendant mon mandat, ainsi que de l'interdiction d'activité de lobbying auprès des membres de la Commission ou de son personnel pendant les 18 mois qui suivront la cessation de mes fonctions. Je respecterai toutes mes obligations.

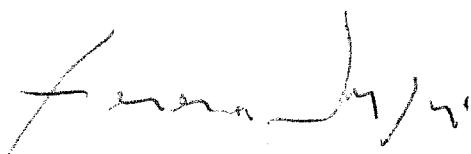
L'Institut Affaires Internationales (IAI), dont j'avais été Président du 5 juillet 2013 au 1^{er} juillet 2014 (date à laquelle j'ai présenté ma démission) a manifesté l'intention de me réintégrer dans la fonction de Président une fois mon mandat de Commissaire terminé.

Cet institut est un organisme de droit privé qui a pour mission de développer des activités de recherche et d'organiser des conférences et séminaires dans le domaine de la politique internationale et de la politique européenne.

Par ailleurs, le groupe *Cassa Depositi e Prestiti*, qui détient la majorité des actions de la société SIMEST S.p.A., a également exprimé son intention de me réintégrer dans la fonction de Président du Conseil d'Administration de la société SIMEST une fois mon mandat de Commissaire terminé.

La société SIMEST, dont j'avais été Président du Conseil d'Administration de février 2014 jusqu'au 1^{er} Juillet 2014 (date à laquelle j'ai présenté ma démission) est une société financière du groupe *Cassa Depositi e Prestiti* qui a comme mission le soutien aux entreprises italiennes qui investissent à l'étranger, moyennant l'achat de participations minoritaires dans les capitaux desdites entreprises.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Copie: Mme la Secrétaire Générale

DOCUMENT 6

FERDINANDO NELLI FEROCI
Membre de la Commission européenne

Bruxelles, 24. 10. 2014

ARES 2014 3536283

Madame la Secrétaire Générale,

Catherine,

Suite à ma lettre du 30 septembre (Ares 2014 - 3221004) concernant mes activités post-mandat, et suite aux observations formulées par le Comité Ethique, je tiens à fournir les précisions suivantes:

- La Société SIMEST (SpA), dont j'étais Président du Conseil d'administration avant de devenir Commissaire le 17 juillet dernier, est une société de droit privé italien, dont la majorité des actions est détenue par Cassa Depositi e Prestiti, qui a pour mission le soutien des entreprises italiennes qui investissent à l'étranger. Elle n'a jamais été bénéficiaire d'aucun financement à charge du budget de l'UE. En ce qui concerne sa mission principale, elle opère au niveau strictement national en Italie.

Simest a été néanmoins aussi accréditée comme institution autorisée ("having undergone the EU institutional compliance assessment"), à laquelle la Commission Européenne peut déléguer, dans le cadre de l'instrument dit du "blending", la gestion de fonds européens destinés à des Pays tiers, dans le cadre de programmes d'aide au développement et d'assistance aux Pays tiers, gérés par la DG DEVCO. À l'heure actuelle Simest n'a pas encore réalisé aucun projet de financement en "blending" avec des fonds européens. Cette activité est destinée à rester très marginale par rapport à la mission principale de ladite société.

- Ayant faite cette prémissse concernant les missions de Simest, je confirme que je m'engage à respecter toutes mes obligations découlant du Traité et du Code de conduite des Commissaires, en particulier l'interdiction de lobbying auprès des membres de la Commission ou de son personnel pendant les 18 mois qui suivront la cessation de mes fonctions. Et je m'engage à respecter ces obligations non seulement en ce qui concerne la Société SIMEST, mais également en ce qui concerne les entreprises concernées par les interventions de SIMEST.

- Je suis conscient que tant la Société SIMEST que les entreprises bénéficiaires de ses interventions sont soumises aux règles de concurrence inscrites dans le Traité et dans les Règlements applicables. En tant qu'ancien Commissaire, je m'engage à ne pas intervenir auprès de la Commission ou de ses services en faveur de l'une ou l'autre entité ni dans l'hypothèse d'éventuels litiges liés à l'application du droit européen de la concurrence, ni dans toute autre hypothèse qui puisse configurer une quelque relation entre la Commission (et ses services) et la Société Simest ou les entreprises bénéficiaires.

Mme Catherine Day
Secrétaire Générale
BERL 13/173

Je confirme être conscient de mes obligations en matière de protection de la collégialité et de la protection des informations confidentielles auxquelles j'aurais pu avoir accès pendant mon mandat de membre de la Commission. À ce titre, je m'engage à respecter non seulement l'article 339 du Traité (TFUE) concernant notamment les renseignements relatifs aux entreprises, mais également toute autre information privilégiée à laquelle j'aurais pu avoir accès et qui ne serait pas déjà rendue publique ou accessible au public.

Avec mes salutations les plus cordiales,



Ferdinando Nelli Feroci

JANEZ POTOČNIK
Member of the European Commission

Brussels, 30 October 2014
Ref. Ares (2014)

Catherine Day
Secretary General of the European Commission
BERL 13/173

Subject: Post term-of-office activities of Mr Janez Potočnik

Dear Secretary General,

On the basis of Article 17 TEU and Article 245 and in line with Code of Conduct for Commissioners (C(2011)2904) I would like to notify the Commission of my planned post-mandate activities:

• **Chairman of the Forum for the Future of Agriculture**

Nature of activities: Steering the preparation of the annual conference programme and list of invitees and chairing the annual conference. I would take over from the Forum's inaugural chair, former Commissioner Franz Fischler.

In March 2008, the European Landowners' Organization (ELO) and Syngenta came together to create a new Forum in which the future of agriculture could be debated from a European perspective and where the main challenges of the sector could be addressed and the necessary responses understood, discussed and agreed.

The Forum currently has a programme of activity focused on the food and environmental security agenda, across the European region. However, the main platform for the Forum for the Future of Agriculture remains its annual conference which takes place every spring in Brussels. This Conference has now established itself as the premier meeting place for those who have a stake in the future of agriculture and has been addressed by European Commissioners, MEPs, National Government Ministers, Industry Leaders, NGOs, International Organisations, including OECD and FAO, and academics.

The purpose of these Forums is to stimulate open discussions on the future of European and world agriculture, and assess what should and what can be achieved over time, attaching equal weight to two challenges: food security and environmental security.

- Member of the European Policy Centre Advisory Council

http://www.epc.eu/about_council.php

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Jane P. W. Z." The signature is fluid and cursive, with "Jane" on the left and "P. W. Z." on the right.

Brussels, 12 November 2014

Catherine Day
Secretary General of the European Commission
BERL 13/173

Subject: Post term-of-office activities of Mr. Janez Potočnik

Dear Secretary General, Dear Catherine,

On the basis of Article 12 TEU and Article 245 and in line with Code of Conduct for Commissioners (C(2011)2904) I would like to notify the Commission of my additional planned post-mandate activities:

• **Co-Chair of The UN International Resource Panel (IRP)**

The International Resource Panel (IRP) was launched by the United Nations Environment Programme (UNEP) in 2007 to build and share the knowledge needed to improve our use of resources worldwide.

The International Resource Panel has 28 expert members drawn from a wide range of academic institutions and scientific disciplines, supported by a small Secretariat. I will replace current Co-Chair Ernst Ulrich von Weizsäcker, Co-President, since 2012, of the Club of Rome and former Chairman of the Bundestag Environment Committee. The other Co-Chair will be Ashok Khosla, Chairman and founder of the Indian non-profit organization Development Alternatives and former President of the International Union for Conservation of Nature (IUCN).

The Panel consists of eminent scientists, highly skilled in resource management issues. Their reports distil the latest scientific, technical and socio-economic findings around global resource use. They provide advice and connections between policymakers, industry and the community on ways to improve global and local resource management. The Panel includes scientists and governments from both developed and developing regions, civil society, industrial and international organizations.

The Panel's goal is to steer us away from overconsumption, waste and ecological harm to a more prosperous and sustainable future.

The Panel's specific mission is to:

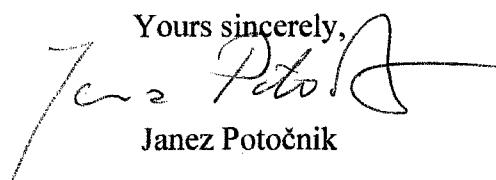
- provide independent, coherent and authoritative scientific assessments of policy relevance on the sustainable use of natural resources and, in particular, their environmental impacts over the full life cycle; and
- contribute to a better understanding of how to decouple economic growth from environmental degradation.

IRP investigates the world's most critical resource issues with a view to developing practical solutions for government policymakers, industry and society.

Its Steering Committee includes: over 20 governments, the European Commission, OECD and UNEP; civil and business organizations such as the IUCN, the World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) and International Council for Science (ICSU), and the International Chamber of Commerce (ICC).

In line with a full transparency policy, I would also like to inform you that I have also accepted few invitations for addressing various audiences: EURIMA (European Insulation Manufacturers Association), FoEE (Friends of the Earth Europe) on resource efficiency and A-Banka (Slovenian Bank). They are all ad hoc events and I will of course speak there in my personal capacity. The purpose of the address will be devoted to the global challenges, circular economy and resource efficiency, and in the case of the bank also to economic developments in my country.

Yours sincerely,



Janez Potočnik

DOCUMENT 9

Ref. Ares(2014)3791725 - 14/11/2014

From: Catherine (SG) on behalf of DAY Catherine (SG)
Sent: Friday 14 November 2014 9:55
To: SG COURRIER DAY
Subject: FW: Ukraine Business Ombudsman
Attachments: 2014-05-12, signed ACI document.pdf

Office of the Secretary General



European Commission

From: Algirdas Šemeta [mailto:[\[redacted\]](#)]
Sent: Thursday, November 13, 2014 11:18 PM
To: DAY Catherine (SG)
Subject: Fwd: Ukraine Business Ombudsman

Dear Catherine,

I hope you are doing well. After reading the press cuttings I understand that it's not easy. I am writing to you to inform, that on Thursday, November 13, 2014, I was selected as a preferred candidate to become Business Ombudsman in Ukraine (see forwarded e-mail). This is completely new, independent position, which will be established in accordance with the Memorandum of Understanding for Ukrainian Anti-Corruption Initiative signed on 12 May 2014 by the Government of Ukraine, EBRD, OECD and 5 Ukrainian business organisations (see attachment), I accepted this offer subject to the clearance by the European Commission. I was explained that the matter is extremely urgent. Therefore I kindly would like to ask you to organise the fast track assessment of compatibility of proposed position with the provisions of the Code of Conduct of Commissioners. Any preliminary indications would be more than welcomed.

I am deeply convinced that by accepting this very challenging job, I would positively and practically contribute to the improvement of business climate, combating corruption and promotion of European values in Ukraine.

Please keep this request confidential until a decision of the Commission is made. If you have any questions or need additional information please let me know.

I look forward to hearing from you as soon as possible,

Best regards

Algirdas Šemeta

----- Forwarded message -----

From >
Date: 2014-11-13 18:44 GMT+02:00
Subject: Ukraine Business Ombudsman
To: " >
Cc: " >
"

Dear Mr Šemeta,

Thank you for your time and a good conversation with the members of the selection committee earlier today. I am happy to confirm that, following our conference call, the selection committee is prepared to propose you to the group of parties who signed last May the MoU for the Anti-Corruption Initiative for Ukraine as the preferred candidate for the Ukraine Business Ombudsman position. Obviously, your appointment is subject to endorsement by all the parties to the MoU and a subsequent approval by the Cabinet of Ministers of Ukraine.

As agreed during our call, the selection committee will make its recommendation to the parties to the MoU only when you confirm that either you have obtained clearance for this position from the EU Commission or that such clearance is likely to be granted shortly.

I hope this e-mail will enable you to proceed in seeking this clearance. We look forward to hearing from you once you have information regarding the timing of this process.

Best regards,

This message may contain privileged information. If you have received this message by mistake, please keep it confidential and return it to the sender.
Although we have taken steps to minimise the risk of transmitting software viruses, the EBRD accepts no liability for any loss or damage caused by computer viruses and would advise you to carry out your own virus checks.
The contents of this e-mail do not necessarily represent the views of the EBRD.

Memorandum of Understanding for the Ukrainian Anti-Corruption Initiative

12 May 2014

Memorandum of Understanding for the Ukrainian Anti-Corruption Initiative

Introduction

The Ukrainian Anti-Corruption Initiative (the “Initiative”) brings together representatives of the Government of Ukraine, business associations, and international financial institutions (“IFIs”) (together the “Parties”). The Parties recognise the importance of accountability, transparency, and the rule of law in the proper functioning and effective regulation of the Ukrainian economy. They also acknowledge the resolve of the current administration to address the issue of corruption and the unfair treatment of business in Ukraine. In addition to these, the Parties’ want to express their common principles and commitments to action by way of this Memorandum of Understanding.

Basic principles

The need for action

Principle 1

The Parties acknowledge that systemic corruption and unfair business practices have caused severe damage both to Ukraine’s business climate and to the country’s economy as a whole. They further agree that substantial efforts to combat corruption and the unfair treatment of business are needed to improve the business climate in Ukraine and support its economic growth. They agree that Ukraine must ensure that its markets are open and efficient and that all its laws are certain and are applied impartially, consistently and fairly by the courts and the executive branch alike.

The Parties are convinced and agree that an effective response to corruption and the unfair treatment of business requires a multi-party approach and, specifically, their collaboration. Accordingly, the Parties agree to act together in order to combat corruption and the unfair treatment of business and to take actions to improve the business climate in Ukraine as well as Ukraine’s performance in the areas of anti-corruption and governance.

The role of government

Principle 2

The Parties acknowledge the government’s constitutional mandate to develop and strengthen a democratic, social and law-based state, and to ensure the enjoyment of human rights and freedoms in Ukraine. They view the right to property and the right to engage in lawful entrepreneurial activity as essential safeguards for the market economy and individual and organisational liberties. All Parties affirm that the principles of transparency, accountability, impartiality, and legality should guide all government action. The government must ensure that its laws are clear, fair and consistently applied; it will work to ascertain and address the systemic causes of corruption and the unfair treatment of business.

Memorandum of Understanding for the Ukrainian Anti-Corruption Initiative

The Parties' acknowledgement of the need for good governance is no less acute with regards to the exercise of judicial functions and the fair administration of laws. The Parties also recognise, acknowledge and welcome the Government's commitments, obligations and efforts to improve the business climate in Ukraine.

The role of business

Principle 3

The Parties acknowledge the contribution of responsible businesses to economic growth and development in Ukraine. Responsible businesses obey the law. Respect for the environment and human rights are also fundamental principles for business to uphold. Businesses do not engage in bribery and they publicly reject corruption in all its forms.

The role of IFIs

Principle 4

The Parties acknowledge the importance of the IFIs' collective contribution to the development of Ukraine. Acting together, IFIs support local businesses, help attract foreign investment, and contribute to improvements in the investment climate. The Parties recognise the commitment of the IFIs to this Initiative and their willingness to work cooperatively to identify and, implement measures aimed at combating corruption and the unfair treatment of business in Ukraine.

The problem of corruption

Principle 5

The Parties condemn all forms of corruption, including bribery of public officials (including but not limited to: officials of local self-government bodies, state collective bodies, subjects of natural monopolies and economic entities to which the state has delegated corresponding management, governing, regulatory, or other functions), political candidates or parties, party officials and private sector employees.

The Government of Ukraine and the private sector are mutually committed to ensuring that their officers, employees, agents, and other stakeholders refrain from corrupt practices. They accept their responsibility to implement procedures, processes and structures to prevent, detect, investigate, and respond to corruption as an unfair business practice and a crime.

In particular, they agree to communicate their anti-corruption commitments to all stakeholders, guiding them on how to distinguish between legal and illegal business conduct, and legal and illegal conduct in public life. Transgressions should receive an effective, proportionate and dissuasive response. All anti-corruption compliance measures should meet international and European standards defined, in particular, in the UN Convention against Corruption, the OECD Convention on Combating Bribery of

Memorandum of Understanding for the Ukrainian Anti-Corruption Initiative

Foreign Public Officials in International Business Transactions and other relevant OECD Recommendations as well as in the Council of Europe Criminal and Civil Law Conventions on Corruption.

The Parties acknowledge that the implementation and enforcement of rules of good conduct and professional ethics, in both public and private sectors, is an effective anti-corruption tool.

The Parties recognise the role of whistle-blowers in detecting and preventing corruption as well as the need to provide them with effective protection.

The Parties acknowledge that raising awareness of anti-corruption legislation and of the existing tools for preventing corruption; promoting intolerance to its existence, sharing information regarding the ways in which it might be effectively eliminated are all important measures in overcoming corruption.

The problem of unfair treatment of business

Principle 6

The Parties are united in their commitment to non-discriminatory and legally certain economic regulation of business in Ukraine. The Parties expect legislative and regulatory acts affecting business to be precise and consistent so as to avoid their selective application. They acknowledge, furthermore, the critical role of independent and impartial courts in protecting legitimate economic interests, enforcing laws against corruption, and ensuring the fair treatment of business. They underline their commitment to measures that ensure that judges are well trained, and committed to conducting themselves in office with the utmost integrity.

The need for a business ombudsman institution

Principle 7

All Parties agree on the need for, amongst other things, a new and independent institution that responds to the unfair treatment of business. The establishment of the Business Ombudsman Institution is a fundamental goal of this Initiative. The Business Ombudsman Institution must be independent; it must work efficiently; and it must be guided by a profound understanding of commercial, community, and regulatory concerns in Ukraine.

The importance of implementation and consultation

Principle 8

The Parties are aware that the success of this Initiative will contribute to the credibility of other efforts to strengthen governance in Ukraine. They hereby affirm their determination to undertake sincere,

Memorandum of Understanding for the Ukrainian Anti-Corruption Initiative

diligent, and effective efforts to implement this Memorandum and to inform their respective constituents about the progress of this Initiative.

Aware of the important work already undertaken by dedicated government agencies, business associations, non-governmental organisations, businesses, and individuals, the Parties commit to consulting broadly with other stakeholders and to incorporating their perspectives into decisions taken within the context of this Memorandum.

Memorandum of Understanding for the Ukrainian Anti-Corruption Initiative

Commitments of the Parties to action

Commitment 1: Creation of the Group of Parties

The Parties hereby establish the Anti-Corruption Initiative for Ukraine. The Initiative works through the Group of Parties, which is comprised of the Parties' duly authorised representatives, as well as observers from civil society associations to be nominated by the Parties.

The Group of Parties is responsible for the implementation of this Memorandum and will act as the governing body of the Business Ombudsman Institution to be established in accordance with Commitment 2.

Whenever possible, the Group of Parties will take decisions on a consensus basis. Voting rights will be in three equal blocs: (i) the Government of Ukraine, (ii) the IFIs, and (iii) the business associations.

The Group of Parties will set forth its other procedures in a separate document. When the Group of Parties cannot reach a consensus, it will decide by two-thirds majority vote except in respect of appointment of the Ombudsman in which case its decision has to be a unanimous one.

Commitment 2: Establishment of the Business Ombudsman Institution

The Parties agree to establish the Business Ombudsman Institution and to use their best endeavours to support and contribute to the Institution and its work.

The Parties agree that the Business Ombudsman Institution shall have the following fundamental features:

1) Mandate: The Business Ombudsman Institution:

- a. Receives, examines, and facilitates the resolution of complaints by business of unfair treatment including corruption; and
- b. Ascertains the systemic causes of the unfair treatment of business and corruption, and shares its findings with the public and the appropriate public authorities.

To carry out its mandate, the Business Ombudsman Institution will have recourse to all appropriate avenues of redress. The Business Ombudsman Institution will also have powers to issue public reports in accordance with Commitment 3, below. The Parties acknowledge that the Business Ombudsman Institution is not a law enforcement agency and that it will have no powers to conduct criminal investigations.

2) Structure: The Business Ombudsman Institution consists of the Ombudsman, him- or herself and two deputies and a secretariat. The Ombudsman and the two Deputies will be appointed by the Group of Parties, acting unanimously. Dismissal of the Ombudsman or the Deputies may

Memorandum of Understanding for the Ukrainian Anti-Corruption Initiative

only take place with the support of at least a two-thirds majority of the Group of Parties (i.e. two blocs). The Ombudsman shall, in turn, appoint members of the secretariat.

- 3) Independence: The Business Ombudsman Institution is independent of government and all other stakeholders. It shall not be limited in its ability to decide which matters to bring to the appropriate authorities or in its powers to publicly report on the systemic causes of the unfair treatment of business and fight against corruption.
- 4) Funding: The Parties shall endeavour to ensure that the Business Ombudsman Institution is adequately funded, which may include in cash or in kind contributions.

Commitment 3: Independent Reporting

The Parties agree that the Business Ombudsman Institution, having shared its report on the systemic causes of the unfair treatment of business and state of the fight against corruption with the Group of Parties will then make public its findings in a published report.

Commitment 4: Further Implementation

The Parties reaffirm their adherence to the Principles set out in this Memorandum of Understanding and commit to the establishment of the Business Ombudsman Institution. The Group of Parties will continue to work towards implementation of other concrete measures to address the broader problems of corruption and the unfair treatment of business in Ukraine.

The content of this Memorandum is an expression of intent to cooperate and does not create any legal rights or obligations under international or national law.

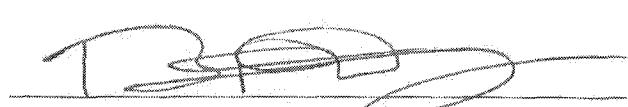
For the Government of Ukraine

S. Chubrik

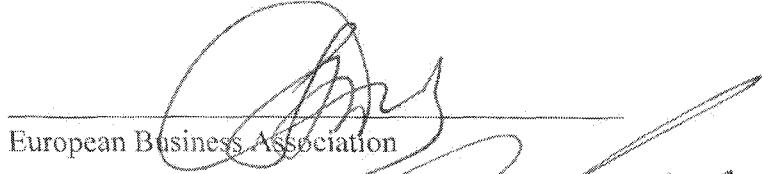
European Bank for Reconstruction and Development

Organisation for Economic Co-operation and Development

Memorandum of Understanding for the Ukrainian Anti-Corruption Initiative



American Chamber of Commerce in Ukraine



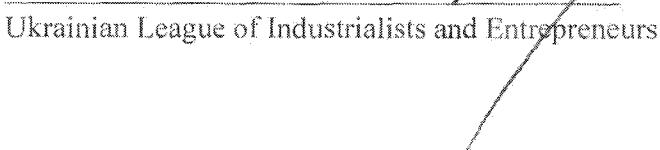
European Business Association



Federation of Ukrainian Employers



Ukrainian Chamber of Commerce and Industry



Ukrainian League of Industrialists and Entrepreneurs

DOCUMENT 10

Ref. Ares(2014)3868877 - 20/11/2014

From: Andris Piebalgs
Sent: Wednesday 19 November 2014 10:04
To: DAY Catherine (SG)
Subject: notification from Andris Piebalgs, former Commissioner

Dear Secretary General,

according to the Code of conduct for Commissioners I would like to notify,that

1) I am invited to be a guest lecturer in the University of Latvia. It will be a contract to deliver 6 lectures.

2)I am invited to join the Friends of the Global Fund Europe as a Board member to help in fight against AIDS, tuberculosis and malaria. It is not remunerated activity.

I woud like to accept both invitations.

Best regards
Andris Piebalgs

From: Andris Piebalgs [mailto:
Sent: Friday, November 21, 2014 6:23 AM
To: (SG)
Subject: Re: FW: notification from Andris Piebalgs, former Commissioner

Ref. Ares(2014)3893926 - 21/11/2014

Dear
it is only Fiends of Global Fund Europe.
Best regards
Andris Piebalgs

2014-11-20 17:30 GMT+02:00

Dear Commissioner,

The Secretary general forwarded to me your e-mail hereunder and we are about to request the Ad Hoc Ethical Committee's opinion on your envisaged activity with the Global Fund, as foreseen by the Code of Conduct for Commissioners whenever the envisaged activity presents a link with the former Commissioner's portfolio. (This is a formal requirement before the Commission can adopt its decision, even when the occupation does not appear to raise any concern)

For this purpose could you please precise the scope of the your envisaged implication with the Global Fund: Member of the International Board for the Global Fund and/or Friend of the Global Fund Europe?

Best regards



B-1049 Brussels/Belgium

(SG)

From: (SJ)
Sent: Tuesday 28 October 2014 12:46
To: (SG); DAY Catherine (SG)
Cc: ROMERO REQUENA Luis (SJ); (SG); AYET PUIGARNAU Jordi (SG)
Subject: RE: NYRSTAR draft 141024- Décision de la Commission .doc

Le SJ peut marquer son accord sur ce projet de décision.

Bien à vous,

From: (SG)
Sent: Tuesday, October 28, 2014 10:37 AM
To: DAY Catherine (SG)
Cc: ROMERO REQUENA Luis (SJ); (SJ); (SG);
AYET PUIGARNAU Jordi (SG)
Subject: NYRSTAR draft 141024- Décision de la Commission .doc
Importance: High

<<...>>

Catherine,

Vous souhaitez que la Commission puisse être saisie demain d'un projet de décisions concernant les activités post mandat de Madame Reding.

Nous avons donc consolidé un projet de Décision couvrant les deux activités notifiées, en tenant compte de l'avis du Comité éthique ad hoc reçu hier en fin d'après midi concernant la fondation Bertelsmann.

A ce stade, et sous réserve de votre accord et de celui du SJ, nous avons également prévu une interdiction de lobbying pour ce qui concerne son activité au sein du Conseil d'administration de l'entreprise Nyrstar. Ce qui implique une cooling off période de 18 mois (jusque fin 2015) afin de mieux protéger l'Institution .

Si le SJ peut donner son accord ou apporter les modifications qu'il estimera utile, ce projet pourrait être envoyé au greffe afin d'être soumis au Collège demain.

communautaire, Madame Reding devrait éviter toute situation incompatible avec le Code de Conduite des Commissaires.

Conseil d'Administration de l'entreprise Nyrstar

Formatted: No bullets or numbering

Formatted: Font: Bold, Italic

Cette entreprise occupe une position importante dans son domaine et son Conseil d'Administration (Board of Directors) se réunit habituellement cinq fois par an.

Après examen par les services compétents, il est apparu que l'activité envisagée par Madame Reding au sein de l'entreprise Nyrstar n'a aucun lien avec le portefeuille dont elle était responsable au sein de la Commission. L'avis du Comité éthique ad hoc n'a donc pas été demandé.

Deleted: Il s'agit d'une entreprise qui occupe une position importante dans le secteur de l'extraction et du traitement de divers minerais.

Deleted: et consultation des

Deleted: ait

Deleted: me

Quant à la compatibilité de l'activité envisagée avec les dispositions de l'article 245 du Traité (TFUE), il convient d'observer que cette activité ne présente pas de risque de conflits d'intérêts par rapport aux fonctions que Madame Reding exerçait au sein de la Commission européenne et ne semble dès lors pas contraire aux devoirs d'honnêteté et de délicatesse qui s'imposent aux anciens membres de la Commission quant à l'acceptation de certaines fonctions.

Deleted: me

Formatted: Centered

La Commission est invitée à examiner la nature des deux activités communiquées par Madame Reding et à conclure que:

(1) sa participation au sein du Kuratorium de la Fondation Bertelsmann est compatible avec l'article 245(2) du TFUE à condition que Madame Reding évite toute situation de conflits d'intérêts incompatible avec le Code de Conduite des Commissaires, en particulier lorsque des projets de la Fondation Bertelsmann impliqueront la demande et/ ou l'obtention d'un cofinancement communautaire et que Madame Reding, pendant les 18 mois qui suivent la cessation de ses fonctions au sein de la Commission, s'abstienne de faire pression et de défendre les intérêts de la Fondation Bertelsmann auprès de la Commission.

Formatted: Indent: Left: 0 cm, Hanging: 1,27 cm

(2) sa participation au sein du Conseil d'administration de l'entreprise Nyrstar est compatible avec l'article 245(2) du TFUE à condition que Madame Reding respecte l'article 339 TFUE, et que, pendant les 18 mois qui suivent la cessation de ses fonctions au sein de la Commission, elle s'abstienne de faire pression et de défendre les intérêts de l'entreprise Nyrstar auprès de la Commission.

Deleted:

COMMUNICATION DU PRESIDENT A LA COMMISSION

Conformément à l'Article 245(2) du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), les membres de la Commission prennent l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après la cessation de leurs fonctions, de certaines fonctions ou de certains avantages.

Par ailleurs, le Code de Conduite des Commissaires (C(2011) 2904 final) a institué une procédure spécifique pour l'appréciation des activités que les anciens Commissaires envisagent d'exercer dans les dix-huit mois qui suivent la cessation de leurs fonctions. La Commission examine la nature des activités envisagées. Si l'activité envisagée présente un lien avec le portefeuille du membre de la Commission, la Commission demande l'avis du Comité éthique ad hoc.

Madame Viviane Reding, ancienne Vice-Présidente de la Commission et responsable de la Justice, des Droits fondamentaux, de la Citoyenneté et de la politique de Communication, actuellement membre du Parlement européen s'est adressée au Président de la Commission pour lui communiquer son intention de s'engager dans deux activités et recueillir l'autorisation de la Commission, conformément au Code de conduite des Commissaires.

Le 9 septembre 2014, Madame Reding a demandé l'autorisation de siéger au sein du Kuratorium (Conseil de surveillance) de la Fondation Bertelsmann (Bertelsmann Stiftung), 'think-tank' étroitement lié et financé par le groupe Bertelsmann actif, entre autres, dans le domaine des medias.

Le 30 septembre 2014, Madame Reding a demandé l'autorisation de siéger au sein du Conseil d'Administration (Board of Directors) de l'entreprise Nyrstar, active dans le secteur de l'extraction et du traitement de divers minéraux.

Kuratorium de la Fondation Bertelsmann

Formatted: Font: Bold, Italic

Le 25 septembre 2014, en raison du lien possible ou apparent avec le portefeuille de Madame Reding, la Commission a demandé au Comité éthique ad hoc de lui fournir son avis sur la compatibilité de l'activité envisagée par Madame Reding avec le Code de Conduite des Commissaires. Madame Reding a été informée de la saisine du Comité éthique ad hoc.

Le 26 septembre 2014, Madame Reding a fourni des informations complémentaires sur la compatibilité de son activité envisagée avec l'Article 245(2) du TFUE, en indiquant le rôle de conseil exercé par le Kuratorium auprès du Vorstand (Conseil d'Administration) et en soulignant que le Kuratorium n'exerce aucune influence sur l'action opérationnelle de la Fondation Bertelsmann.

Le 27 octobre 2014, le Comité a communiqué son avis à la Commission. Le Comité a considéré la nature non lucrative de la Fondation Bertelsmann et le rôle non exécutif de son Kuratorium. Il a cependant souligné que cet organe est amené à se prononcer sur des projets proposés par le Vorstand. En conséquence, le Comité éthique ad hoc a estimé que si de tels projets impliquaient la demande et/ ou l'obtention d'un cofinancement

Formatted: Font: Italic

Formatted: Font: Italic

(SG)

To: (SJ)
Cc: (SG); (SG)
Subject: FW: activité post mandat VR- NYRSTAR- consultation SJ
Attachments: Lettre (texte) Mme Reding au President Barroso 30.09.2014 - Nyrstar.pdf; Lettre (annexe) Mme Reding au President Barroso 30.09.2014 - Nyrstar.pdf; NYRSTAR draft 141024- Décision de la Commission .doc

On behalf of

ARES(2014)

Chère

Je te prie de bien vouloir trouver ici la notification d'une activité post mandat de Mme Reding en date du 30 septembre 2014 (ARES (2014) 3220352), ainsi que d'un projet de décision positive.

Merci d'avance de bien vouloir l'examiner et nous donner l'accord ou les observations et modifications que le SJ estimera utiles d'y apporter.

Bien à toi



DOCUMENT 12

(SG)

From: (SG)
Sent: Friday 28 November 2014 16:12
To: (SJ)
Cc: (SG); (SG)
Subject: URGENT nouvelle activité après cessation de fonctions notifiée par Mme Reding
Attachments: Draft Decision AGFA Gevaert.doc; Lettre Mme Reding au Pres Juncker 17.11.2014.pdf

On behalf of

ARES(2014) 3990338

Chère

Tu trouveras ci joint la notification envoyée par Mme Reding concernant la nouvelle activité qu'elle envisage d'exercer en tant que membre du Conseil d'administration de AGFA-GEVAERT, ainsi qu'un projet de Décision de la Commission.

Etant donné l'absence de lien avec l'ancien portefeuille de la Vice Présidente, nous n'envisageons pas de consulter le Comité éthique ad hoc

Merci d'avance pour l'accord du SJ et /ou toute proposition d'amélioration du projet de décision ci-joint.

(Si nous y arrivons et que la Secrétaire générale le souhaite, ce point pourrait aussi être inscrit à l'OJ de la prochaine réunion de la Commission. A noter: La lettre de Mme Reding est du 17 novembre, elle a été enregistrée le 19 novembre, mais mon unité en a reçu l'attribution aujourd'hui... ce qui a retardé le traitement du dossier)

Le site de Agfa-Gevaert

(http://www.agfa.com/co/global/en/internet/main/about_us/our_company/structure/index.jsp)
n'indique pas combien de fois par an le Conseil d'Administration se réunit.

COMMUNICATION DU PRESIDENT A LA COMMISSION

Conformément à l'Article 245(2) du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), les membres de la Commission prennent l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après la cessation de leurs fonctions, de certaines fonctions ou de certains avantages.

Par ailleurs, le Code de Conduite des Commissaires (C(2011) 2904 final) a institué une procédure spécifique pour l'appréciation des activités que les anciens Commissaires envisagent d'exercer dans les dix-huit mois qui suivent la cessation de leurs fonctions. La Commission examine la nature des activités envisagées. Si l'activité envisagée présente un lien avec le portefeuille du membre de la Commission, la Commission demande l'avis du Comité éthique ad hoc.

Par sa lettre du 17 novembre 2014, Madame Viviane Reding, ancienne Vice-Présidente de la Commission et responsable de la Justice, des Droits fondamentaux, de la Citoyenneté et de la politique de Communication, actuellement membre du Parlement européen s'est adressée au Président de la Commission en demandant l'autorisation de la Commission pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'entreprise Agfa-Gevaert, active dans le secteur des systèmes d'imagerie et des solutions IT analogiques et digitales.

Cette entreprise occupe une position importante dans son domaine, ayant réalisé, en 2013, un chiffre d'affaires de 2.865 M€. Son conseil d'administration en est l'instance principale de définition stratégique, tandis que la gestion courante de l'entreprise relève de son CEO.

Après examen par les services compétents, il est apparu que l'activité envisagée par Madame Reding au sein de l'entreprise Agfa-Gevaert n'a aucun lien avec le portefeuille dont elle était responsable au sein de la Commission. L'avis du Comité éthique ad hoc n'a donc pas été demandé.

Quant à la compatibilité de l'activité envisagée avec les dispositions de l'article 245 du Traité (TFUE), il convient d'observer que cette activité ne présente pas de risque de conflits d'intérêts par rapport aux fonctions que Madame Reding exerçait au sein de la Commission européenne et ne semble dès lors pas contraire aux devoirs d'honnêteté et de délicatesse qui s'imposent aux anciens membres de la Commission quant à l'acceptation de certaines fonctions.

La Commission est invitée à examiner la nature de l'activité communiquée par Madame Reding et à conclure que sa participation au sein du Conseil d'administration de l'entreprise Agfa-Gevaert est compatible avec l'article 245(2) du TFUE à condition que Madame Reding respecte l'article 339 TFUE et que, pendant les 18 mois qui suivent la cessation de ses fonctions au sein de la Commission, elle s'abstienne de faire pression et de défendre les intérêts de l'entreprise en question auprès de la Commission.

(SG)

From: (SJ)
Sent: Thursday 4 December 2014 12:49
To: (SG)
Cc: (SG); (SG)
Subject: Draft Decision AGFA Gevaert



Draft Decision
AGFA Gevaert.d...

Le Service juridique peut marquer son accord sous réserve des modifications (formelles) que vous trouverez dans le texte ci-joint.

Bien à vous,

(SG)

From: EC-NOTIS-SERVICE-NOREPLY@ec.europa.eu
Sent: Thursday 4 December 2014 13:28
To: , (SG)
Subject: Ares: New Document - sj.f(2014)4478916/Title: Avis du SJ - nouvelle activité après cessation de fonctions notifiée par Mme Reding

You received a new document:	<u>My Documents</u>
Title	Avis du SJ - nouvelle activité après cessation de fonctions notifiée par Mme Reding
Recipient(s)	
Sent by	(SJ.F)
Save number	sj.f(2014)4478916
Registration number	Ares(2014)4065578
Document date	04/12/2014
Registration date	04/12/2014
Sensitivity level	Handling restriction
Marking information	Opinion of the Legal Service
Comment(s)	Le Service juridique peut marquer son accord sous réserve des modifications (formelles) que vous trouverez dans le texte ci-joint.
Attachment(s)	Draft Decision AGFA Gevaert.doc

Remark: the hyperlinks work only from the Commission's computer network. If you want to access Ares via the Internet or the scientific network (JRC), use the following link: <https://myremote.ec.europa.eu/app/>
The EEAS staff located in the KO buildings will have to connect to ARES by using the following link: <http://intracomm.ec.testa.eu/Ares>

Please click on 'Preferences' in Notis Web interface <http://www.cc.cec/notis> to set your notification options, including preferred language.

COMMUNICATION DU PRESIDENT A LA COMMISSION

Conformément à l'Article 245(2) du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), les membres de la Commission prennent l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après la cessation de leurs fonctions, de certaines fonctions ou de certains avantages.

Par ailleurs, le Code de Conduite des Commissaires (C(2011) 2904 final) a institué une procédure spécifique pour l'appréciation des activités que les anciens Commissaires envisagent d'exercer dans les dix-huit mois qui suivent la cessation de leurs fonctions. La Commission examine la nature des activités envisagées. Si l'activité envisagée présente un lien avec le portefeuille du membre de la Commission, la Commission demande l'avis du Comité éthique ad hoc.

Par sa lettre du 17 novembre 2014, Madame Viviane Reding, ancienne Vice-Présidente de la Commission et responsable de la Justice, des Droits fondamentaux, de la Citoyenneté et de la politique de Communication, actuellement membre du Parlement européen s'est adressée au Président de la Commission en demandant l'autorisation de la Commission pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'entreprise Agfa-Gevaert, active dans le secteur des systèmes d'imagerie et des solutions IT analogiques et digitales.

Cette entreprise occupe une position importante dans son domaine, ayant réalisé, en 2013, un chiffre d'affaires de 2.865 M€. Son conseil d'administration en est l'instance principale de définition stratégique, tandis que la gestion courante de l'entreprise relève de son CEO.

Après examen par les services compétents, il est apparu que l'activité envisagée par Madame Reding au sein de l'entreprise Agfa-Gevaert n'a aucun lien avec le portefeuille dont elle était responsable au sein de la Commission. L'avis du Comité éthique ad hoc n'a donc pas été demandé.

| Par conséquent, cette activité ne présente pas de risque de conflits d'intérêts par rapport aux fonctions que Madame Reding exerçait au sein de la Commission européenne et ne semble dès lors pas contraire aux devoirs d'honnêteté et de délicatesse qui s'imposent au titre de l'article 245(2) du Traité (TFUE) aux anciens membres de la Commission quant à l'acceptation de certaines fonctions.

Deleted: Quant à la compatibilité de l'activité envisagée avec les dispositions de l'article 245 du Traité (TFUE), il convient d'observer que

La Commission est invitée à examiner la nature de l'activité communiquée par Madame Reding et à conclure que sa participation au sein du Conseil d'administration de l'entreprise Agfa-Gevaert est compatible avec l'article 245(2) du TFUE à condition que Madame Reding respecte l'article 339 TFUE et que, pendant les 18 mois qui suivent la cessation de ses fonctions au sein de la Commission, elle s'abstienne de faire pression et de défendre les intérêts de l'entreprise en question auprès de la Commission.

